

Aurélien Bernier

Les Voleurs d'énergie

Accaparement
et privatisation
de l'électricité,
du gaz, du pétrole

Les Éditions Utopia

Collection Ruptures

Les Éditions Utopia

61, boulevard Mortier – 75020 Paris
contact@editions-utopia.org
www.editions-utopia.org
www.mouvementutopia.org

Diffusion : CED
Distribution : Daudin

© Les Éditions Utopia, septembre 2018

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
1. L'émergence privée des systèmes énergétiques industriels	19
2. Les pionniers de « l'énergie publique »	28
3. Les nationalisations de l'énergie en Europe : un mouvement de masse	43
4. Décolonisations énergétiques	71
5. Et la contre-révolution énergétique fut lancée	81
6. Extension du modèle libéral	103
7. Les marchés des énergies et de leurs dérivés	143
8. Les perspectives libérales : privatiser encore et toujours	166
9. Penser les systèmes énergétiques autrement	176
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	199

Introduction

Nous sommes le 17 janvier 2001, dans l'État le plus riche du pays le plus riche au monde : la Californie. L'État de la Silicon Valley, des industries de pointe, des multinationales Chevron, Apple, Hewlett-Packard, des studios cinématographiques d'Hollywood... Un État aussi riche que des pays comme l'Italie ou l'Espagne. Malgré cette puissance colossale, il se produit ce jour-là un événement que l'on croyait réservé au Tiers-monde. Les lumières s'éteignent dans les supermarchés, les entreprises, les logements. Faute d'électricité, des restaurants installent des chandelles pour permettre aux clients de dîner. Dans le nord du territoire, 600 000 abonnés sont privés de courant. Au cours de la soirée, le gouverneur démocrate Gray Davis déclare l'état d'urgence. Des coupures d'électricité tournantes sont décrétées, ainsi qu'un rationnement de la demande.

Cette situation incroyable n'est pas due à une catastrophe naturelle. Aucun ouragan n'a déferlé sur la côte Ouest des États-Unis durant cet hiver 2001. Pour trouver la raison de ce *black-out*, il faut remonter plus de

quatre ans en arrière. Le 23 septembre 1996, la Californie adopte le Electric Utility Industry Restructuring Act (« Loi de restructuration de l'industrie électrique »), qui dérégule le marché de l'électricité. Auparavant, la production et la fourniture d'électricité étaient confiées à des entreprises privées réalisant une mission de service public, dont les conditions d'exercice étaient assez rigoureusement encadrées par la loi. Le territoire américain était divisé en zones de monopole sur lesquelles l'entreprise exerçant le service public de fourniture électrique n'était pas soumise à concurrence.

La nouvelle loi introduit la concurrence. Elle impose également une séparation des activités de production et de fourniture d'électricité autrefois réalisées par une seule et même compagnie : la vente de courant au client final, avec tout ce que cela suppose comme services (acheminement de l'électricité, fourniture et entretien d'un compteur, relevés de consommation, facturation, encaissement...), est confiée à une entreprise distincte de celles qui possèdent les usines de production électrique.

Le 31 mars 1998, une Bourse de l'électricité est ouverte. Puisque les activités de production et de commercialisation sont maintenant séparées, cette plateforme d'échanges permet aux fournisseurs d'acheter l'électricité aux producteurs pour ensuite la revendre au client final. Mais ce nouvel outil introduit également un risque : celui de la manipulation des cours. Une activité dans laquelle s'illustrera notamment la multinationale Enron.

Société texane d'exploitation de gaz, Enron se lance au début des années 1990 dans l'achat et la vente de produits financiers liés à l'énergie. À partir de 1996, elle se situe comme acteur clé de la dérégulation californienne du marché de l'électricité. Pour augmenter ses profits déjà confortables, elle procède à toute une série de manœuvres frauduleuses qui font grimper le prix du

courant en Bourse. Les gestionnaires de centrales électriques participent également à ces malversations qui provoquent une pénurie: la production n'est plus suffisante pour couvrir les besoins de l'État.

Le 14 juin 2000, un pic de chaleur conduit à une première coupure qui touche 97 000 abonnés dans la baie de San-Francisco. La « main invisible du marché » n'est pas parvenue à approvisionner les climatiseurs, fortement sollicités pendant cette sécheresse. Puis l'hiver suivant, ce fameux 17 janvier 2001, la baisse des températures et la forte demande de chauffage conduisent à l'extinction d'une grande partie du réseau. La situation est tellement critique et complexe à régler que l'état d'urgence instauré durera jusqu'au 13 novembre 2003, soit près de trois ans. La crise de l'énergie californienne aura coûté entre 40 et 45 milliards de dollars.

Cette histoire pourrait faire sourire. L'histoire d'une libéralisation délirante, d'un gigantesque scandale boursier (les méfaits d'Enron, d'ailleurs, ne se limitèrent pas à la seule spéculation sur l'électricité) et le reflet de la dépendance absolue de nos sociétés aux ressources énergétiques. Malheureusement, la leçon n'a pas été retenue. Les grandes entreprises privées et les institutions financières, Fonds monétaire international en tête, défendent coûte que coûte l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie, dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud. L'Union européenne, elle, manœuvre pour créer un grand marché unique et dérégulé de l'électricité et du gaz qui s'imposerait à tous ses États membres. L'argument est toujours le même: le marché est efficace, contrairement au service public. Et lorsque le marché ne fonctionne pas correctement, c'est qu'il n'est pas encore suffisamment « libre ».

Pour les multinationales, ce processus de libéralisation est une stratégie de reconquête. Avec la Grande Dépression des années 1930, la critique des grands

groupes, les « *trusts* », devient courante dans le monde entier et cible en premier lieu les firmes de l'énergie. Des services publics de l'électricité ou du gaz se déploient aux États-Unis dans le cadre du New Deal et les premières nationalisations pétrolières ont lieu en Amérique latine. Des projets similaires sont étudiés en Europe, mais retardés par la Seconde Guerre mondiale. Au sortir des conflits et de ces années abominables, des progrès sociaux spectaculaires sont arrachés, parmi lesquels la mise en place de services et d'établissements publics, dont on nous explique souvent qu'ils sont des spécificités françaises, mais qui au contraire se sont généralisés tout au long du xx^e siècle.

C'est le recours à la puissance publique aux États-Unis qui atténue le choc de la Grande Dépression. Ce sont les nationalisations de la fin des années 1940 qui permettent à la plupart des pays européens de se reconstruire et de sortir les populations de la pénurie. Dans les années 1940 à 1970, dans les pays du Sud nouvellement indépendants, c'est la propriété publique qui permet de s'affranchir un temps de la tutelle des grandes puissances occidentales. À chaque fois, l'industrie de l'énergie occupe une place stratégique.

Affaibli par la crise économique des années 1930 puis par la Seconde Guerre mondiale, inquiet de la montée du communisme puis de l'émergence des anciennes colonies, le grand patronat occidental n'a pas été en mesure de s'opposer à cette parenthèse historique : pour la première fois, l'industrie de l'énergie échappait en grande partie à son contrôle direct. Son obsession sera de mettre un terme à ce mouvement d'expropriation et de reconquérir le terrain perdu. Comme je le montre dans ce livre, c'est cette ambition qui se concrétise actuellement.

Je n'insisterai pas ici sur les aspects du débat sur l'énergie qui obnubilent les grands médias : quelles techniques de production privilégier, quels impacts de ces choix sur la croissance économique ou l'environnement, quelle durabilité des gisements de pétrole, de gaz, de charbon ou d'uranium... De très nombreux ouvrages ou sites Internet abordent déjà ces questions. Ce dont je traite dans ces pages, c'est la façon dont s'opère la concentration de l'énergie et les modes d'appropriation des systèmes énergétiques¹.

La guerre du capitalisme contre l'énergie publique est planétaire. Elle utilise partout des ressorts communs : l'ouverture forcée à la concurrence, la financiarisation, la libre circulation de l'énergie par-delà les frontières, l'instrumentalisation de la lutte contre les changements climatiques pour justifier les privatisations... Elle sait également s'adapter à des contextes sociopolitiques différents, attaquant de manière frontale (comme ce fut le cas au Royaume-Uni dans les années 1980) ou progressive (comme en France depuis la fin des années 1990).

Quoi qu'il en soit, si elle suivait son cours, cette privatisation serait un terrible retour en arrière. Ce que la classe dirigeante a en tête aujourd'hui a déjà existé : aux XVIII^e et XIX^e siècles, quand des firmes privées utilisaient leur position dominante pour vendre l'énergie à des prix exorbitants, tout en ne desservant que les territoires « rentables » et les populations solvables.

Les pages qui suivent ne se contentent pas de dévoiler ce processus de reconquête de la propriété privée des systèmes énergétiques par les multinationales ; elles

1 L'expression « système énergétique » désigne l'ensemble de la chaîne de l'énergie mise en place par une société : les moyens de production, de transformation, de distribution, les choix d'utilisation, les modes de propriété, de régulation... Cette notion est donc politique et pas seulement technique.

visent également à penser un autre système énergétique, tant au niveau national qu'international. Puisque le système énergétique est à la fois le produit et le moteur du système capitaliste, sortir du capitalisme impose de reprendre en main la production et la distribution d'énergie. Cela impose de créer des relations internationales de coopération, et non de concurrence, en repensant les échanges d'énergie entre nations. Faute de quoi nous resterons, dans le meilleur des cas, prisonniers d'une concurrence internationale mortifère et, dans le pire des cas, complices du pillage énergétique des pays les plus pauvres, pour le plus grand bonheur des actionnaires de nos multinationales.

La lecture de ce livre ne nécessite aucune compétence technique particulière. Je souhaite juste préciser ou rappeler, dans cette introduction, quelques notions simples concernant l'organisation des systèmes énergétiques modernes, qui ont des conséquences directes en matière de libéralisation.

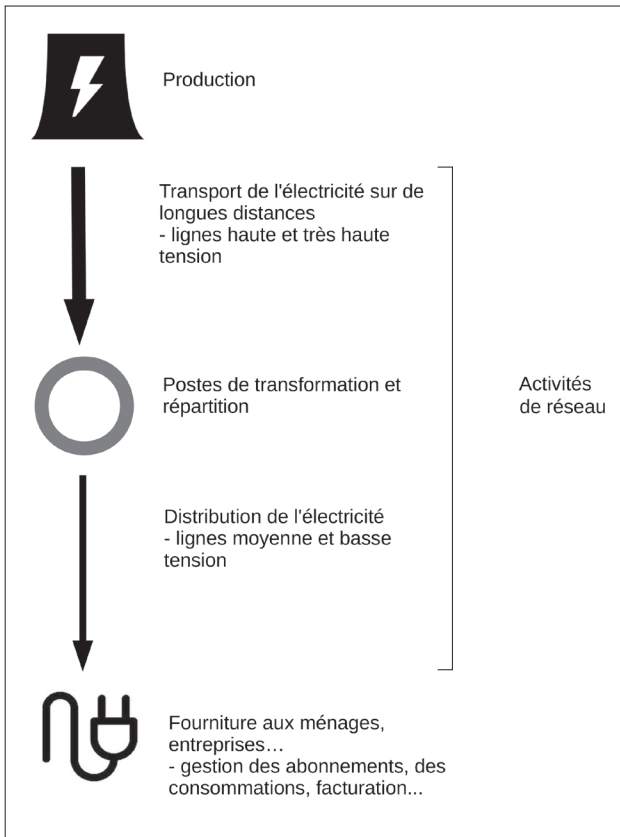
On distingue plusieurs grandes activités dans l'industrie de l'énergie : la production, le transport, la distribution et la fourniture. Pour les énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon) et l'uranium, la production consiste à extraire la matière première du sous-sol. Pour l'électricité, il s'agit de transformer une énergie dite *primaire* (gaz, pétrole, charbon, uranium, force hydraulique, vent, soleil, bois, déchets...) dans une centrale électrique. Lorsqu'il y a combustion (de gaz, de pétrole, de charbon, de biomasse, de déchets) pour produire le courant, on parle de centrale *thermique*.

Une fois la production effectuée, il faut la transporter vers les consommateurs ou éventuellement vers des sites de traitement (le pétrole brut, par exemple, nécessite d'être raffiné dans une usine). Les moyens et les filières de transport sont très différents d'une énergie à

l'autre. Pour un combustible solide comme le charbon, les réseaux classiques de transports internationaux et nationaux sont mobilisés : bateaux, trains, camions ; mais comme le charbon est une ressource assez bien répartie sur la planète, le transport sur de très longues distances représente des quantités relativement faibles. Pour le gaz et le pétrole, à l'inverse, le transport international porte sur des volumes gigantesques. Le fret maritime, ferré ou routier est en concurrence avec des réseaux transnationaux d'oléoducs et de gazoducs. Pour l'électricité, enfin, le transport sur de longues distances est réalisé par des réseaux de lignes à haute et très haute tension.

Pour arriver au client final, la dernière phase est la distribution ou la fourniture, et là encore, les modalités sont très différentes. Les combustibles pétroliers seront accessibles dans des stations-service ou livrés sur le site de consommation (à domicile, à une usine, un commerce ou un bâtiment public) par un distributeur de fioul. Le charbon est lui aussi directement livré aux industriels qui le consomment ou disponible pour le particulier (mais les quantités sont négligeables) dans les réseaux de grande distribution. L'électricité et le gaz, eux, ont un statut particulier : il s'agit d'énergies « de réseau », ce qui signifie qu'un réseau de distribution dessert individuellement chaque consommateur connecté. L'électricité transportée sur des lignes à haute ou très haute tension pour parcourir de longues distances est ensuite transformée puis injectée sur des réseaux de moyenne puis de basse tension dont les ramifications vont jusqu'à chaque client final. Le gaz, transporté par des gazoducs de grand diamètre sur de longues distances est ensuite réparti dans des branches de réseau de plus petits diamètres, jusqu'à parvenir au domicile d'un ménage, à un bâtiment public ou à une entreprise. Les « activités de réseau » sont toutes les activités qui permettent d'acheminer, depuis

Les Voleurs d'énergie



*Les différents secteurs d'activité d'un système électrique.
Activités de production, de réseau, de fourniture.*

les sites de production, le gaz ou l'électricité au client. On fait souvent la distinction entre deux grandes parties du réseau électrique ou gazier : le réseau de transport, pour les longues distances, et le réseau de distribution, pour la desserte locale.

Le terme « distribution » peut prêter à confusion, car il est souvent employé à la fois pour désigner une

activité de gestion de réseau (la maintenance des lignes à moyenne ou basse tension, des canalisations de gaz de faible diamètre) et l'activité de commercialisation. L'énergie de réseau nécessite la pose de compteurs, le relevé des consommations, l'établissement de factures, un service après-vente... On parle encore souvent de « distribution » pour ces activités car, pendant longtemps, les mêmes entreprises de service public s'occupaient à la fois du réseau physique de distribution et du volet commercial. Avec la libéralisation, nous verrons que ces métiers sont maintenant exercés par des entreprises distinctes. Pour désigner les activités commerciales de vente de détail d'électricité ou de gaz, j'utiliserai donc le terme de fourniture.

Ces énergies de réseau nécessitent un approvisionnement des clients en continu. Il faut donc adapter en permanence la distribution d'électricité et de gaz aux consommations. Ce travail est appelé *l'équilibrage* du réseau. Dans le secteur électrique, il est fortement compliqué par le fait que les moyens de stocker l'électricité sont rares et qu'ils ne sont, à l'heure actuelle, que de très faible puissance. L'introduction sur le réseau d'énergies renouvelables éolienne et photovoltaïque dont, par principe, la production dépend de facteurs météorologiques non prévisibles à moyen et long terme (on dit qu'elle est *intermittente*), ajoute encore une difficulté.

Ces ajustements de la production et de la distribution électrique et gazière se font tout au long de l'année, mais aussi tout au long de la journée. Chaque jour, en effet, la consommation électrique et gazière varie en permanence. Elle est plus faible la nuit et connaît plusieurs pics dans la journée.

Pour équilibrer le réseau électrique, par exemple, il faut démarrer, arrêter, augmenter ou réduire la puissance de certaines centrales. Les moyens de production dont il est difficile d'ajuster en temps réel la puissance

utilisée (le nucléaire, l'hydraulique installée au fil des cours d'eau) répondent à la demande incompressible. On l'appelle la production *de base* : celle qui couvre la consommation au moment de la journée où la demande est la plus faible. À l'inverse, lors des pics de consommation, on déclenche une production *de pointe*, grâce à des centrales dont la mise en route est rapide ou la puissance facilement modulable.

Enfin, on pourra – éventuellement – garder en tête que la puissance d'un système énergétique s'exprime communément en mégawatt (un million de watts). Si une centrale de 1 000 mégawatts fonctionne à pleine puissance pendant une heure, elle fournit une énergie de 1 000 mégawattheures. C'est cette unité que l'on retrouvera, par exemple, lorsqu'il sera question d'échanger en Bourse des quantités de gaz ou d'électricité.

Pour le reste, ne nous laissons pas impressionner par les débats de spécialistes ou par la complexité croissante de la technologie. La question énergétique est une question politique, peut-être même, en dépit des apparences, l'une des plus politiques qui soit. Elle concerne donc chaque citoyen.